

**PROLETAIRES DE TOUS LES PAYS UNISSEZ-VOUS !**

**LENINE**

**TEXTES SUR LA RELIGION**

**Sommaire :**

Socialisme et religion (p. 2)

De l'attitude du parti ouvrier à l'égard de la religion (p. 5)

Les classes et les partis, et leur attitude vis-à-vis de la religion et de l'église (p. 10)

Notes (p. 15)

Edition électronique réalisée par Vincent Gouysson à partir de textes extraits de l'ouvrage « Lénine – L'idéologie socialiste et la culture » publié aux Editions en langues étrangères, Moscou.

**[WWW.MARXISME.FR](http://WWW.MARXISME.FR)**

## SOCIALISME ET RELIGION

La société contemporaine repose entièrement sur l'exploitation des masses énormes de la classe ouvrière par une minorité infime de la population, minorité appartenant aux classes des grands propriétaires fonciers et des capitalistes. C'est une société esclavagiste, car les ouvriers « libres », qui travaillent toute leur vie pour le Capital, n'ont droit qu'aux moyens d'existence nécessaires à l'entretien d'esclaves produisant les profits qui permettent d'assurer et de perpétuer l'esclavage capitaliste.

Le joug économique qui pèse sur les ouvriers suscite et engendre inévitablement toutes les formes d'oppression politique, de dégradation sociale, d'abrutissement et d'obscurcissement de la vie spirituelle et morale des masses. Les ouvriers peuvent conquérir une liberté politique plus ou moins grande afin de lutter pour leur affranchissement économique; mais aucune liberté ne les affranchira de la misère, du chômage et de l'oppression, aussi longtemps que le pouvoir du Capital n'aura pas été renversé. La religion est une des variétés de l'oppression spirituelle qui pèse toujours et partout sur les masses populaires, accablées par un travail perpétuel pour les autres, par la misère et leur état d'isolement. L'impuissance des classes exploitées dans leur lutte contre les exploiters engendre, tout aussi nécessairement, la croyance en une vie meilleure dans l'au-delà, comme l'impuissance du sauvage dans sa lutte contre la nature engendre la croyance dans les dieux, les diables, les miracles, etc. A ceux qui, toute leur vie durant, travaillent et demeurent dans le besoin, la religion enseigne l'humilité et la patience dans la vie terrestre, en leur faisant espérer une récompense au ciel. Quant à ceux qui vivent du travail d'autrui, la religion leur enseigne la bienfaisance dans la vie terrestre ; elle leur offre à très bon marché la justification de toute leur existence d'exploiteurs et leur vend à un prix modique des cartes d'entrée au paradis des bienheureux. La religion est l'opium du peuple. C'est un genre d'alcool intellectuel, où les esclaves du Capital noient leur face humaine, leurs revendications d'une vie tant soit peu digne d'un être humain.

Mais l'esclave qui a pris conscience de son esclavage et s'est dressé à la lutte pour son affranchissement, cesse à moitié d'être un esclave. De nos jours, l'ouvrier conscient, éduqué par la grande industrie d'usine, instruit par la vie urbaine, rejette avec mépris les préjugés religieux, laisse le ciel à la disposition des prêtres et des tartufes bourgeois et lutte afin de conquérir pour lui-même une meilleure vie sur cette terre. Le prolétariat contemporain se range dans le camp du socialisme, qui met la science à contribution pour combattre le brouillard religieux et affranchit les ouvriers de la croyance en une vie dans l'au-delà, en les organisant pour une lutte véritable en vue de conquérir une meilleure existence terrestre.

La religion doit être proclamée une affaire privée, c'est ainsi qu'on a coutume de définir l'attitude des socialistes envers la religion. Mais il convient de préciser la signification de ces mots pour qu'ils ne puissent susciter aucun malentendu. Nous exigeons que la religion soit une affaire privée par rapport à l'Etat, mais nous ne pouvons en aucune manière considérer la religion comme une affaire privée par rapport à notre propre Parti. L'Etat n'a pas à s'occuper de la religion, les sociétés religieuses ne doivent pas être liées au pouvoir d'Etat. Chacun doit être absolument libre de confesser la religion qui lui plaît ou de n'en reconnaître aucune, c'est-à-dire d'être athée, comme tout socialiste l'est ordinairement. Toute distinction des droits entre citoyens, selon leurs croyances religieuses, est absolument inadmissible. Toute mention de la religion des citoyens dans les documents officiels doit être totalement supprimée. L'Etat ne doit accorder aucune subvention ni à l'Eglise, ni aux sociétés ecclésiastiques ou religieuses, lesquelles doivent être des unions de citoyens-coreligionnaires, unions absolument libres, indépendantes vis-à-vis du pouvoir. Seule la satisfaction pleine et entière de ces revendications peut mettre un terme à ce passé honteux et maudit, quand l'Eglise se trouvait dans une dépendance féodale vis-à-vis de l'Etat, et les citoyens russes — dans une dépendance féodale vis-à-vis de l'Eglise officielle ; quand existaient et étaient appliquées de lois moyenâgeuses, inquisitoriales (qui subsistent jusqu'à présent dans notre code pénal et dans nos règlements), qui poursuivaient les gens pour leurs croyances ou pour leur athéisme, qui faisaient violence à la conscience de l'homme, qui rattachaient les sinécures et revenus officiels à la distribution par l'Etat et l'Eglise d'un alcool intellectuel. La séparation totale de l'Eglise et de l'Etat, voilà la revendication que le prolétariat socialiste présente à l'Etat et à l'Eglise modernes.

La révolution russe doit faire aboutir cette revendication comme une partie intégrante de la liberté politique. Sous ce rapport, la révolution russe est placée dans des conditions particulièrement avantageuses, car le bureaucratisme répugnant de l'autocratie féodalo-policière a provoqué le mécontentement, l'effervescence et l'indignation même dans les milieux ecclésiastiques. Si inculte, si ignorant que fût le clergé orthodoxe russe, même lui s'est réveillé aujourd'hui au fracas de la chute de l'ancien régime, du régime médiéval en Russie. Même ce clergé se rallie à la revendication de la liberté et proteste contre le bureaucratisme et l'arbitraire des fonctionnaires, contre le mouchardage policier imposé aux « serviteurs de Dieu ». Nous, socialistes, devons soutenir ce mouvement, en faisant aboutir les revendications des ecclésiastiques honnêtes et sincères, en les prenant au mot lorsqu'ils parlent de liberté, en exigeant d'eux qu'ils brisent résolument tout lien entre la religion et la police. Ou bien vous êtes sincères, et alors vous devez vous affirmer pour la séparation totale de l'Eglise et de l'Etat, de l'école et de l'Eglise, et exiger que la religion soit proclamée, pleinement et sans réserve, une affaire privée. Ou bien vous n'acceptez pas ces revendications conséquentes de liberté ; c'est donc que vous êtes toujours prisonniers des traditions inquisitoriales ; c'est donc que vous cherchez toujours des sinécures et revenus officiels ; c'est donc que vous ne croyez pas en la force spirituelle de votre arme, vous continuez à recevoir des pots-de-vin du pouvoir de l'Etat, — alors les ouvriers conscients de la Russie entière vous déclarent une guerre sans merci.

Par rapport au parti du prolétariat socialiste, la religion n'est pas une affaire privée. Notre parti est une association de combattants d'avant-garde, conscients, pour la libération de la classe ouvrière. Cette association ne peut et ne doit pas rester indifférente devant l'inconscience, l'ignorance ou l'obscurantisme que représentent les croyances religieuses. Nous réclamons une séparation complète de l'Eglise et de l'Etat, pour combattre le brouillard religieux par l'arme purement idéologique et seulement idéologique, par notre presse, par notre parole. Mais nous avons fondé notre association, le P.O.S.D.R., entre autres afin de mener précisément cette lutte contre toute mystification religieuse des ouvriers. Pour nous, la lutte idéologique n'est pas une affaire privée, mais une affaire intéressant tout le Parti, intéressant tout le prolétariat. S'il en est ainsi, pourquoi ne proclamons-nous pas dans notre programme que nous sommes des athées ? Pourquoi n'interdisons-nous pas aux chrétiens et à ceux qui croient en Dieu, d'adhérer à notre Parti ?

La réponse à cette question doit expliquer la différence très importante qui existe entre la façon dont les démocrates bourgeois d'une part, et les social-démocrates, de l'autre, posent le problème de la religion.

Notre programme repose entièrement sur une conception scientifique, et justement matérialiste, du monde. Pour expliquer notre programme il faut donc nécessairement expliquer les raisons profondes, historiques et économiques, de ce brouillard religieux. Notre propagande implique nécessairement aussi la propagande de l'athéisme ; la publication d'une littérature scientifique appropriée, que le pouvoir d'Etat féodalo-autocratique interdisait et poursuivait sévèrement jusqu'à ce jour, doit être maintenant une des branches d'activité de notre Parti. Il nous faudra probablement suivre le conseil donné un jour par Engels aux socialistes allemands : traduire et diffuser largement les écrits des encyclopédistes et des écrivains athées français du XVIII<sup>e</sup> siècle.<sup>1</sup>

Mais nous ne devons, en aucun cas, nous laisser entraîner vers la position abstraite, idéaliste, du problème religieux « en nous basant sur la raison pure », en dehors de la lutte de classe, position adoptée souvent par les démocrates radicaux issus de la bourgeoisie. Il serait absurde de croire que dans une société fondée sur l'oppression constante et sur l'abrutissement des masses ouvrières, on pût dissiper les préjugés religieux par la seule propagande. Ce serait faire preuve d'étroitesse bourgeoise, que d'oublier que le joug exercé par la religion sur l'humanité n'est que le produit et le reflet du joug économique qui existe au sein de la société. Il n'est point de livres ni de propagande qui puissent instruire le prolétariat, s'il ne s'instruit pas au cours de sa propre lutte contre les forces occultes du capitalisme. L'unité de cette lutte véritablement révolutionnaire de la classe opprimée pour la création d'un paradis sur terre, est pour nous plus importante que l'unité d'opinion des prolétaires sur le paradis céleste. Voilà pourquoi, dans notre programme, nous ne proclamons pas et nous ne devons pas proclamer notre athéisme ; voilà pourquoi nous n'interdisons pas et ne devons pas interdire aux prolétaires, qui ont conservé tels ou tels restes de leurs anciens préjugés, de se rapprocher de notre Parti.

Nous préconiserons toujours la conception scientifique du monde ; il est indispensable que nous luttons contre l'inconséquence de certains « chrétiens », mais cela ne veut pas du tout dire qu'il faille mettre la question religieuse au premier plan, place qui ne lui appartient pas ; qu'il faille diviser les forces engagées dans la lutte politique et économique véritablement révolutionnaire pour des opinions de troisième ordre ou des chimères, qui perdent rapidement toute valeur politique et sont très vite reléguées à la chambre de débarras, par le cours même de l'évolution économique.

La bourgeoisie réactionnaire s'est partout appliquée, et commence à s'appliquer chez nous aussi, à attiser les haines religieuses, pour attirer dans cette direction l'attention des masses et les détourner des questions politiques et économiques véritablement importantes et capitales, questions que résout actuellement le prolétariat de Russie, qui s'unit pratiquement dans sa lutte révolutionnaire. Cette politique réactionnaire de division des forces prolétariennes, qui, aujourd'hui, se manifeste principalement dans les pogroms de Cent-Noirs, imaginera peut-être demain des réformes plus subtiles. Dans tous les cas, nous lui opposerons, quant à nous, une propagande calme, ferme et patiente, étrangère à toute excitation des divergences de second ordre, la propagande de la solidarité prolétarienne et de la conception scientifique du monde.

Le prolétariat révolutionnaire finira par obtenir que la religion devienne réellement une affaire privée par rapport à l'Etat. Et sous ce régime politique, débarrassé de la moisissure médiévale, le prolétariat engagera une lutte large et déclarée pour l'abolition de l'esclavage économique, source véritable de la mystification religieuse de l'humanité.

« Novaïa Jizn » n° 28, 3 décembre 1905

Signé : N. Lénine

Traduit d'après le texte des Œuvres de V. Lénine, tome 10, pp. 65-69 (4<sup>e</sup> éd. russe)

## DE L'ATTITUDE DU PARTI OUVRIER A L'EGARD DE LA RELIGION

Le discours prononcé par le député Sourkov à la Douma d'Etat dans la discussion du budget du Synode, ainsi que les débats au sein de notre fraction de la Douma sur le projet de ce discours, débats que nous publions ci-après, soulèvent une question extrêmement importante et tout à fait actuelle aujourd'hui. Un intérêt nouveau pour tout ce qui touche à la religion s'est emparé sûrement d'une grande partie de la « société » et a pénétré dans les rangs des intellectuels proches du mouvement ouvrier ainsi que dans certains milieux ouvriers. La social-démocratie se doit absolument d'exposer son point de vue sur la religion.

La social-démocratie fonde toute sa philosophie sur le socialisme scientifique, c'est-à-dire sur le marxisme. La base philosophique de celui-ci, comme l'ont déclaré souvent Marx et Engels, c'est le matérialisme dialectique, qui a pleinement fait siennes les traditions du matérialisme français du XVIII<sup>e</sup> siècle et de Feuerbach (début du XIX<sup>e</sup> siècle) en Allemagne, matérialisme absolument athée, résolument hostile à toute religion. Rappelons que tout l'*Anti-Dühring* d'Engels, lu en manuscrit par Marx, accuse Dühring, matérialiste et athée, d'être inconséquent dans son matérialisme et de laisser des brèches ouvertes à la religion et à la philosophie religieuse. Rappelons encore que, dans son ouvrage sur Ludwig Feuerbach, Engels reproche à ce philosophe d'avoir combattu la religion non pas pour la détruire, mais pour la rénover, pour en imaginer une nouvelle, plus « élevée », etc... « La religion est l'opium du peuple. » Cette sentence de Marx est la pierre angulaire de toute la philosophie marxiste dans la question religieuse.<sup>2</sup> Le marxisme considère toutes les religions et toutes les Eglises contemporaines, les organisations religieuses de toutes sortes, comme des instruments de la réaction bourgeoise, destinés à abrutir la classe ouvrière et à perpétuer son exploitation.

Et pourtant, en même temps, Engels blâma à plusieurs reprises les gens qui, pour être « plus à gauche » ou « plus révolutionnaires » que la social-démocratie, voulaient introduire dans le programme du parti ouvrier la franche reconnaissance de l'athéisme comme déclaration de guerre à la religion. En 1874, parlant du fameux manifeste des communards blanquistes émigrés à Londres, Engels traite de sottise leur tapageuse déclaration de guerre à la religion : c'est là, dit-il, le meilleur moyen de ranimer l'intérêt pour la religion et de retarder son dépérissement. Il accuse les blanquistes de ne pas comprendre que la lutte de classe des masses ouvrières, en faisant largement participer la plus grande partie du prolétariat à la *pratique* sociale, consciente et révolutionnaire, est seule capable de libérer vraiment les opprimés du joug de la religion tandis que la proclamation de la guerre à la religion comme un des objectifs politiques du parti ouvrier n'est qu'une phrase anarchiste.<sup>3</sup> En 1877, tout en faisant dans l'*Anti-Dühring* une chasse impitoyable aux moindres concessions de Dühring-philosophe, à l'idéalisme et à la religion, Engels condamne non moins catégoriquement son idée soi-disant révolutionnaire d'interdire les cultes dans la société socialiste. Combattre ainsi la religion, dit-il, c'est « être plus bismarckien que Bismarck », autrement dit, c'est répéter la stupide campagne de Bismarck contre les cléricaux (le fameux « Kulturkampf », la guerre faite par Bismarck après 1870 au parti catholique allemand, parti du « centre », au moyen de persécutions policières contre le catholicisme). Bismarck ne fit ainsi que *raffermir* le cléricisme militant des catholiques et nuire à la cause de la vraie culture, car il mit au premier plan les divisions religieuses au lieu des divisions politiques ; il détourna l'attention de certaines couches de la classe ouvrière et de la démocratie de la lutte révolutionnaire et de classe vers l'anticléricalisme le plus superficiel et le plus mensongèrement bourgeois. En accusant Dühring, qui croyait être ultra-révolutionnaire, de vouloir reprendre sous une autre forme la sottise de Bismarck, Engels invitait le parti ouvrier à travailler patiemment à organiser et à éclairer le prolétariat, moyen conduisant au dépérissement de la religion, plutôt que de se lancer dans l'aventure d'une guerre politique antireligieuse.<sup>4</sup> La social-démocratie allemande s'assimila parfaitement ce point de vue : elle se prononça par exemple en faveur de la liberté pour les Jésuites, pour leur admission en Allemagne, pour l'abolition de toutes les mesures policières dirigées contre tel ou tel culte. « La religion est chose privée » : cet article célèbre du programme d'Erfurt (1891) consacra cette tactique politique de la social-démocratie.

Devenue désormais routine, cette formule a fait dévier le marxisme dans l'autre sens, vers l'opportunisme. On se mit à l'interpréter comme si nous, social-démocrates, comme si notre parti *considérerait* la religion comme une affaire privée, comme si pour nous, en tant que social-démocratie, pour nous en tant que parti, la religion était affaire privée. Sans s'attaquer directement à cette opinion

opportuniste, Engels à la fin du siècle dernier jugea nécessaire d'intervenir contre cette opinion, sous forme non pas polémique, mais positive. C'est ce qu'il fit en soulignant à dessein que la social-démocratie considère la religion comme affaire privée *par rapport à l'Etat* et nullement par rapport à elle-même, par rapport au marxisme, au parti ouvrier.<sup>5</sup>

Tel est sous son aspect extérieur, l'historique des interventions de Marx et d'Engels dans la question religieuse. Les gens qui se soucient peu du marxisme, les gens qui ne savent ou ne veulent pas penser, n'y verront qu'un amas de contradictions ineptes et de flottements du marxisme ; quelle macédoine, diront-ils, d'athéisme « conséquent » et de « complaisances » pour la religion, quelle oscillation « sans principe » entre la guerre révolutionnaire contre Dieu et un lâche désir de « complaire » aux ouvriers croyants, la crainte de les effaroucher, etc..., etc... Dans la littérature des phraseurs anarchistes, on peut trouver pas mal de sorties du même goût contre le marxisme.

Mais celui qui est capable un tant soit peu d'aborder scrupuleusement le marxisme, de réfléchir à ses fondements philosophiques et à l'expérience de la social-démocratie internationale, celui-là verra facilement que la tactique marxiste envers la religion est profondément logique et a été attentivement méditée par Marx et Engels, et que ce que les dilettantes ou les ignorants prennent pour des hésitations est en réalité la conclusion directe et inéluctable du matérialisme dialectique. Ce serait une erreur profonde de croire que la « modération » apparente du marxisme à l'égard de la religion s'explique par des considérations dites « tactiques », comme le désir « de ne pas effaroucher », etc... Au contraire, la politique du marxisme en cette matière aussi est intimement liée à ses fondements philosophiques.

Le marxisme, c'est le matérialisme. Comme tel, il est tout aussi implacablement hostile à la religion que le matérialisme des encyclopédistes du XVIII<sup>e</sup> siècle ou celui de Feuerbach. C'est indubitable. Mais le matérialisme dialectique de Marx et d'Engels va plus loin que celui des encyclopédistes et de Feuerbach, appliquant la philosophie matérialiste à l'histoire et aux sciences sociales. Nous devons combattre la religion. C'est l'a b c de *tout* le matérialisme et par conséquent du marxisme. Mais le marxisme n'en reste pas l'a b c. Il va plus loin. Il dit : il faut *savoir* combattre la religion, et pour cela il faut expliquer *en matérialistes* les sources de la foi et de la religion dans les masses. La lutte antireligieuse ne peut se borner à des prêches d'idéologie abstraits, elle ne peut pas se ramener à cela, elle doit être liée à la pratique concrète du mouvement de classe, qui tend à supprimer les racines sociales de la religion. Pourquoi la religion tient-elle encore dans les couches arriérées du prolétariat des villes, dans la généralité des semi-prolétaires, et le gros des paysans ? A cause de l'ignorance du peuple, répond le progressiste bourgeois, le radical ou le matérialiste bourgeois. Donc : à bas la religion, vive l'athéisme, la propagande des idées irréligieuses est notre tâche principale. Le marxiste dit : ce n'est pas juste. C'est une vue superficielle. C'est une façon bornée, bourgeoise de « répandre les lumières ». C'est une vue insuffisamment profonde, qui expose les causes de la religion d'une manière idéaliste et non matérialiste. Actuellement, dans les pays capitalistes, les racines de la religion sont surtout *sociales*. L'écrasement des masses laborieuses dans la société, leur apparente impuissance devant les forces aveugles du capitalisme, qui cause aux travailleurs chaque jour, à chaque heure, des souffrances mille fois plus terribles et des tortures mille fois plus sauvages que les catastrophes comme les guerres, les tremblements de terre, etc..., voilà la racine la plus profonde de la religion à notre époque. « La peur créa les dieux. » La crainte devant la puissance aveugle du capital, aveugle parce qu'imprévisible pour le peuple, puissance qui menace d'une ruine « subite », « inattendue », « accidentelle » le prolétaire et le petit exploitant à chaque instant de leur vie, et les ruine effectivement, les réduit à la mendicité, à la misère, à la prostitution, à la mort par la famine ; voilà la *racine* de la religion aujourd'hui. C'est elle avant tout et surtout que doit avoir en vue un matérialiste qui ne veut pas rester dans la classe préparatoire. Aucun livre de vulgarisation n'expurgera la religion chez les masses écrasées par le baignoire du capitalisme et soumises à ses forces aveugles de destruction, aussi longtemps qu'elles n'apprendront pas elles-mêmes à combattre consciemment, de façon méthodique, avec ensemble et organisation, cette *racine* de la religion, la *domination du capital* sous toutes ses formes. S'ensuit-il que les livres de vulgarisation antireligieuse soient nuisibles ou inutiles ? Nullement. Il s'ensuit que la propagande athée de la social-démocratie doit être *subordonnée* à son but fondamental : développer la lutte de classe des *masses* exploitées contre les exploités.

Celui qui n'a pas médité sur les principes du matérialisme dialectique, c'est-à-dire de la philosophie de Marx et d'Engels peut ne pas le comprendre (du moins ne pas comprendre tout de suite). Comment ?

Subordonner une propagande d'idées, la diffusion de certaines idées, la lutte contre l'ennemi séculaire de la culture et du progrès (la religion) à la lutte de classes, c'est-à-dire à une lutte pour des buts pratiques déterminés en matière économique et politique ?

C'est là une des objections courantes que l'on fait au marxisme et qui témoignent d'une incompréhension totale de la dialectique de Marx. La contradiction qui trouble ceux qui lancent de pareilles objections est celle de la vie même, donc une contradiction dialectique qui n'est ni verbale ni imaginaire. Tracer une barrière absolue, infranchissable, entre la propagande théorique de l'athéisme, autrement dit la destruction des croyances religieuses dans certaines couches du prolétariat, et le succès, la marche, les conditions de la lutte de classes de ces milieux, c'est raisonner contre la dialectique, porter à l'absolu ce qui est une limite relative et mouvante, c'est séparer violemment ce qui est intimement lié dans la réalité. Prenons un exemple. Le prolétariat d'une région et d'une branche d'industrie comprend, disons, une couche avancée de social-démocrates assez conscients, qui sont naturellement athées, et des ouvriers relativement arriérés, liés encore à la campagne et aux paysans, qui croient en Dieu, vont à l'église, ou même sont sous l'influence directe du prêtre de l'endroit, qui fonde, supposons, un syndicat chrétien. Supposons ensuite que la lutte économique dans cette localité amène une grève. Le marxiste doit absolument mettre au premier plan le succès du mouvement gréviste, et nécessairement il s'opposera avec énergie dans cette lutte à toute division des ouvriers en athées et en chrétiens, il combattra énergiquement pareille division. La propagande de l'athéisme, dans ce cas, peut être inutile et nuisible, non d'un point de vue étroit : ne pas effaroucher les couches arriérées, ne pas perdre un siège aux élections, etc... mais du point de vue du progrès réel de la lutte de classes, qui, dans la société capitaliste actuelle, amènera cent fois mieux les ouvriers chrétiens à la social-démocratie et à l'athéisme qu'une propagande antireligieuse pure et simple. A un tel moment, et en de telles circonstances, le propagandiste de l'athéisme *ferait le jeu* du prêtre ou de tous les prêtres, qui ne demandent pas mieux que de voir la division des ouvriers selon la foi en Dieu, se substituer à la division selon leur participation à la grève. L'anarchiste qui prêcherait la guerre contre Dieu à tout prix, aiderait en fait les curés et la bourgeoisie (comme d'ailleurs les anarchistes sont toujours *en fait* les auxiliaires de la bourgeoisie).

Le marxiste doit être matérialiste, c'est-à-dire ennemi de la religion, mais matérialiste dialectique ; il ne posera pas la campagne antireligieuse dans l'abstrait, sur le terrain de la théorie pure et immuable, mais concrètement, sur le terrain de la guerre de classes, qui est *une réalité* et qui, plus et mieux que tout, éduque les masses. Le marxiste doit tenir compte de toutes les circonstances concrètes, trouver toujours la limite entre l'anarchisme et l'opportunisme (cette limite est relative, mouvante, changeante, mais elle existe), ne verser ni dans le « révolutionnarisme » abstrait, verbal et vide en réalité, de l'anarchiste, ni dans la banalité et l'opportunisme du petit bourgeois ou de l'intellectuel libéral, qui craint de combattre la religion, oublie ce devoir, s'accommode de la foi en Dieu, se guide non sur l'intérêt de la lutte de classes, mais sur de misérables petits calculs : ne pas froisser, ne pas repousser, ne pas effaroucher, selon le sage précepte : « Vivre et laisser vivre les autres », etc..., etc.

C'est de ce point de vue qu'il faut résoudre toutes les questions particulières touchant les rapports de la social-démocratie et de la religion. On demande souvent par exemple si un prêtre peut être membre du parti et on répond d'habitude par l'affirmative sans aucune réserve, invoquant l'exemple des partis social-démocrates d'Occident. Cependant dans cet exemple, nous n'avons pas seulement l'application de la doctrine marxiste au mouvement ouvrier, mais aussi l'influence de conditions historiques propres à l'Occident et inexistantes en Russie (nous en reparlerons par la suite), de sorte qu'une réponse absolument affirmative n'est pas juste. On ne peut pas, une fois pour toutes et pour n'importe quelles conditions, déclarer que les prêtres ne peuvent pas être membres du parti social-démocrate ; mais il est aussi impossible d'avancer une fois pour toutes la proposition contraire. Si un prêtre vient à nous pour faire le travail politique commun, s'il exécute consciencieusement la tâche que le parti lui confie, sans intervenir contre son programme, nous pouvons l'accepter dans nos rangs. Dans ces conditions, la contradiction qui existe entre l'esprit, les fondements de notre programme et les convictions religieuses de ce prêtre peut rester strictement personnelle et le concerner uniquement ; une organisation politique ne peut pas faire passer d'examen à ses membres sur l'absence de contradiction entre leurs opinions et son programme. Naturellement, un cas de ce genre est une exception rare, même en Occident : en Russie, il est tout à fait invraisemblable.

Si par exemple un prêtre adhère au parti et y fait, comme son travail principal et presque exclusif, une propagande active des idées religieuses, incontestablement le parti devrait l'exclure. Nous devons non seulement admettre au parti, mais attirer spécialement les ouvriers gardant leur foi en Dieu. Nous sommes résolument contre la moindre insulte à leurs convictions religieuses, mais nous les attirons pour les éduquer dans l'esprit de notre programme et non pour qu'ils combattent activement ce programme. Nous admettons la liberté d'opinion *au sein* du parti, mais dans certaines limites fixées par la liberté de groupement : nous ne sommes pas obligés de marcher la main dans la main avec les propagandistes actifs d'idées repoussées par la majorité du parti.

Autre exemple. Peut-on, dans n'importe quelles conditions, condamner également des membres du parti social-démocrate déclarant : « Le socialisme est ma religion », et prêchant des opinions conformes à cette déclaration ? Non. Il y a certainement là une déviation du marxisme (donc du socialisme) ; mais l'importance de cette déviation, son poids spécifique, pourrait-on dire, diffère selon les circonstances. Si un agitateur ou un homme parlant devant un auditoire ouvrier s'exprime ainsi pour être mieux compris, pour amorcer son exposé, pour faire ressortir plus concrètement son opinion dans les termes habituels à un public peu développé, c'est une chose. C'en est une autre si un écrivain se met à prêcher la « construction de Dieu »<sup>6</sup> ou le socialisme « constructeur de Dieu » (dans le genre, par exemple, de nos Lounatcharski et C<sup>ie</sup>).

Autant la condamnation dans le premier cas serait une chicane ou même une atteinte déplacée à la liberté de l'agitateur, sa liberté « pédagogique », autant dans le second la condamnation par le parti est nécessaire et indispensable. La proposition : « le socialisme est une religion » est pour les uns une formule permettant le passage de la religion au socialisme, pour d'autres elle mène au socialisme à la religion.

Passons aux circonstances qui ont fait naître en Occident l'interprétation opportuniste de la thèse : « la religion est chose privée ». Il y a certainement là l'influence des causes qui engendrent en général l'opportunisme, sacrifice des intérêts essentiels du mouvement ouvrier à des avantages d'un instant. Le parti du prolétariat exige que l'Etat déclare la religion chose privée ; mais lui-même ne considère aucunement comme une « chose privée » la lutte contre l'opium du peuple, la lutte contre les superstitions religieuses, etc... Les opportunistes déforment ce principe comme si c'était le parti *social-démocrate* qui estime la religion chose privée.

Mais outre la déformation opportuniste habituelle (qui n'a été nullement éclairée lors de la discussion par notre fraction parlementaire du discours sur la question religieuse), il y a les conditions historiques spéciales qui causent l'extrême indifférence actuelle, si l'on peut dire, des social-démocrates d'Occident en cette matière. Elles sont doubles. D'accord la lutte antireligieuse est la mission historique de la bourgeoisie révolutionnaire. En Occident, c'est la démocratie bourgeoise qui s'en est acquittée (on s'en acquittait) pendant ses révolutions ou ses assauts contre la féodalité et le moyen âge. En France et en Allemagne, il y a une tradition de la guerre bourgeoise contre la religion commencée longtemps avant le socialisme (les Encyclopédistes, Feuerbach).

En Russie, de par le caractère de notre révolution démocratique bourgeoise, la tâche incombe presque exclusivement à la classe ouvrière. A cet égard, la démocratie petite-bourgeoise (populiste) a fait chez nous, non pas trop (comme l'imaginent les cadets nouvellement convertis aux Cent-Noirs, ou les Cent-Noirs cadétisants du recueil Vékhi<sup>7</sup>), mais *trop peu*, en comparaison de l'Europe.

D'autre part, la tradition de la guerre bourgeoise contre la religion a eu le temps de subir en Occident une *déformation* spécifiquement bourgeoise, sous l'influence de l'anarchisme. Ce dernier en effet, comme les marxistes l'ont depuis longtemps et maintes fois démontré, demeure sur le terrain de la philosophie bourgeoise, malgré toute la « violence » de ses attaques contre la bourgeoisie. Les anarchistes et les blanquistes des pays latins, Most (qui fut, soit dit en passant, disciple de Dühring) et C<sup>ie</sup> en Allemagne, les anarchistes d'après 1880 en Autriche, ont porté la phrase révolutionnaire à son nec plus ultra dans le domaine antireligieux. Il ne faut donc pas s'étonner si les social-démocrates occidentaux *prennent* maintenant le *contre-pied* de la position anarchiste. Cela se comprend, et se justifie dans une certaine mesure, mais nous, social-démocrates russes, ne devons pas oublier les conditions historiques spéciales de l'Occident.



En second lieu, en Occident, *après* l'achèvement des révolutions bourgeoises nationales, *après* l'instauration d'une liberté confessionnelle plus ou moins complète, la lutte de la démocratie contre la religion a été reléguée à l'arrière-plan par celle de la démocratie bourgeoise contre le socialisme, si bien que les gouvernements bourgeois ont tenté à *dessein* de détourner l'attention des masses du socialisme en menant une « campagne » quasi-libérale contre le cléricisme. Le *Kulturkampf* en Allemagne, l'anticléricisme des républicains bourgeois de France ont porté ce caractère. L'anticléricisme bourgeois, comme moyen de distraire les ouvriers du socialisme, voilà ce qui a précédé en Occident la diffusion parmi les social-démocrates de leur « indifférence » actuelle envers la lutte antireligieuse. Encore une fois, cela est compréhensible et légitime, car à l'anticléricisme bourgeois et bismarckien les social-démocrates devaient opposer la *subordination* de la lutte antireligieuse à la lutte pour le socialisme.

En Russie, la situation est tout autre. Le prolétariat est le chef de notre révolution démocratique bourgeoise. Son parti doit être le guide idéologique dans la lutte contre la féodalité sous toutes ses formes, y compris l'ancienne religion officielle et toutes les tentatives de la rénover, de lui donner un fondement nouveau ou modifié, etc... Engels corrigeait relativement sans sévérité l'opportunisme des social-démocrates allemands qui substituaient à la revendication du parti ouvrier demandant que *l'Etat* proclame la religion affaire privée, la *proclamation* de la religion affaire privée pour les social-démocrates eux-mêmes et pour le parti. Mais il est aisé de comprendre qu'il aurait condamné *cent fois* plus violemment les opportunistes russes reprenant à leur compte cette déviation allemande.

En déclarant à la tribune de la Douma que la religion est l'opium du peuple, notre groupe a donc agi d'une façon parfaitement juste, et il a créé ainsi un précédent qui servira de base à toutes les interventions des social-démocrates russes sur le même sujet. Fallait-il aller plus loin, et développer plus à fond nos conclusions athées ? Nous pensons que non. Cela aurait pu amener une exagération de la lutte antireligieuse de la part du parti politique du prolétariat et effacer la séparation entre les deux méthodes, bourgeoise et socialiste, de combattre la religion. Le groupe social-démocrate a donc accompli avec honneur la première partie de sa mission dans la Douma ultra-réactionnaire.

La seconde partie, et peut-être la plus importante pour la social-démocratie, expliquer le rôle social de l'Eglise et du clergé comme soutien du gouvernement des Cent-Noirs et de la bourgeoisie contre la classe ouvrière — a été non moins honorablement accomplie. Sans doute, on pourrait dire bien des choses sur ce sujet ; les interventions ultérieures des social-démocrates sauront compléter le discours du cam. Sourkov, néanmoins ce discours était excellent, et il est du devoir de toutes nos organisations de le répandre.

En troisième lieu, il fallait expliquer minutieusement le sens *exact* de la thèse, si souvent dénaturée par les opportunistes allemands : « La religion est chose privée ». Cela, malheureusement, le camarade Sourkov ne l'a pas fait. C'est d'autant plus regrettable que précédemment notre fraction à la Douma avait laissé commettre sur ce point une erreur, signalée en son temps par le *Prolétari*<sup>8</sup>, celle du camarade Biélooussov. Les débats au sein de la fraction montrent que la discussion sur l'athéisme a détourné son attention de la juste interprétation de cette fameuse revendication : la religion affaire privée. Nous n'imputerons pas cette faute de toute la fraction au seul camarade Sourkov. Nous reconnaissons même que c'est la faute de tout le parti, qui n'a pas assez mis en lumière cette question, pas assez fait pénétrer dans la conscience des social-démocrates la portée de la remarque d'Engels à l'adresse des opportunistes allemands. Les débats de la fraction montrent qu'il y a eu défaut de compréhension et nullement refus de suivre l'enseignement de Marx ; nous sommes convaincus que cette faute sera réparée lors des prochaines interventions.

Dans l'ensemble, nous le répétons, le discours du camarade Sourkov est excellent et doit être répandu par toutes les organisations. Par l'examen qu'il en a fait, notre fraction a rempli scrupuleusement son devoir social-démocrate. Il reste à souhaiter que la presse du parti publie plus souvent des correspondances sur les débats de la fraction parlementaire pour rapprocher la fraction du parti, pour faire connaître au parti le dur travail accompli au sein de la fraction afin de maintenir l'unité idéologique dans l'activité du parti et de la fraction de la Douma.

« Prolétari » (le Prolétaire), n° 45, 13 (26) mai 1909

Conforme au texte des Œuvres de Lénine, tome 15, pp. 371-381 (4<sup>e</sup> éd. russe)

## **LES CLASSES ET LES PARTIS, ET LEUR ATTITUDE VIS-A-VIS DE LA RELIGION ET DE L'EGLISE**

Les débats soulevés à la Douma d'Etat autour du budget du Synode, puis au sujet de la réhabilitation dans leurs droits des personnes ayant quitté l'habit ecclésiastique et, enfin, à propos des communautés de vieux-croyants, ont fourni des matériaux extrêmement édifiants pour caractériser les partis politiques russes au point de vue de leur attitude à l'égard de la religion et de l'Eglise. Jetons un coup d'œil d'ensemble sur cette documentation en nous arrêtant principalement sur les débats relatifs au budget du Synode (nous n'avons pas encore reçu les comptes rendus sténographiques des délibérations sur les autres questions). La première conclusion qui s'impose tout particulièrement, quand on examine les débats à la Douma, c'est que le cléricalisme militant non seulement existe en Russie, mais se renforce manifestement et s'organise de plus en plus. Le 16 avril l'évêque Mitrophane a déclaré : « Dès les premiers pas de notre activité à la Douma, nous visions précisément à ce que, grandement honorés par la confiance du peuple, nous puissions nous placer ici, à la Douma, au-dessus des divisions de parti et former un groupe du clergé qui éclairerait toutes les questions de son point de vue éthique... Pour quelle raison nous n'en sommes pas venus à cette situation idéale ?... La faute en est à ceux qui partagent avec vous » (c'est-à-dire avec les cadets et les « gauches ») « ces bancs, précisément, les députés du clergé appartenant à l'opposition. Ils ont été les premiers à élever la voix et ont déclaré que ce n'était rien d'autre que la naissance d'un parti clérical, et que ceci était indésirable au suprême degré. Certes, on ne saurait parler du cléricalisme de l'Eglise orthodoxe russe, car jamais il n'y a eu chez nous de tendances de ce genre ; désirant former un groupe distinct, nous ne poursuivions que des buts purement moraux, éthiques. Or, maintenant, messieurs, que ce désaccord semé par les députés de gauche dans notre milieu fraternel, a entraîné la division et le morcellement, c'est vous » (c'est-à-dire les cadets) « qui nous en accusez ».

Dans son discours ignare, l'évêque Mitrophane a vendu la mèche : les gauches, voyez-vous, sont coupables d'avoir détourné une partie des curés de la Douma de la formation d'un groupe particulier « moral » (ce mot, évidemment, est plus commode pour tromper le peuple que le mot « clérical ») !

Environ un mois plus tard, le 13 mai, l'évêque Eulogius a donné lecture à la Douma d'une « décision du clergé de la Douma » : « La majorité écrasante du clergé orthodoxe de la Douma estime »... qu'au nom « de la position prédominante et du droit de préséance de l'Eglise orthodoxe », sont inadmissibles la liberté du prêche pour la secte des vieux-croyants, l'ouverture sans autorisation officielle de communautés de vieux-croyants, l'attribution aux ecclésiastiques vieux-croyants du titre de serviteurs du culte. Le « point de vue purement moral » des curés russes s'est entièrement révélé comme le plus pur cléricalisme. La « majorité écrasante » du clergé de la Douma, au nom de laquelle l'évêque Eulogius a parlé, était composée, probablement, par les 29 prêtres de la droite et de la droite modérée de la troisième Douma, et peut-être aussi les 8 prêtres octobristes.<sup>9</sup> Se sont ralliés à l'opposition, probablement, les 4 prêtres du groupe des progressistes<sup>10</sup> et des rénovateurs pacifiques<sup>11</sup> et un prêtre du groupe polono-lituanien. Quel est donc le « point de vue purement moral, éthique de la majorité écrasante du clergé de la Douma » (du 3 juin<sup>12</sup>, hâtons-nous d'ajouter) ?

Voici quelques passages empruntés aux discours : « Je dis simplement que l'initiative de ces transformations » (c'est-à-dire de l'Eglise) « doit partir du sein de l'Eglise et non pas du dehors, non pas du côté de l'Etat et pas, évidemment, du côté de la commission du budget. Car l'Eglise est une institution divine et éternelle, ses lois sont immuables ; or les idéals de la vie publique subissent, comme on sait, des changements constants » (évêque Eulogius, 14 avril). L'orateur rappelle « le troublant parallèle historique » : la sécularisation des biens de l'Eglise sous Catherine II. « Qui peut affirmer que la commission du budget qui a exprimé cette année le désir de les soumettre » (les fonds de l'Eglise) « au contrôle de l'Etat, n'exprimera pas, l'année prochaine, le désir de les faire passer au trésor de l'Etat pour, ensuite, en retirer la gestion à l'Eglise et la remettre au pouvoir civil ou à l'Etat ?... Les règlements de l'Eglise portent que, si des âmes chrétiennes sont confiées à l'évêque, à plus forte raison doivent lui être confiés les biens de l'Eglise... Aujourd'hui apparaît devant vous » (députés de la Douma) votre mère spirituelle, la sainte Eglise orthodoxe, non seulement comme devant les représentants du peuple, mais aussi comme devant ses enfants spirituels » (*ibid.*).

Nous sommes en présence d'un cléricalisme pur. L'Eglise est au-dessus de l'Etat, comme l'éternel et le divin est au-dessus du temporaire, du terrestre. L'Eglise ne pardonne pas à l'Etat la sécularisation de ses biens-fonds. Elle exige une position prédominante et un droit de préséance. Pour elle, les députés de la Douma ne sont pas seulement ou, plus exactement, ne sont pas tant des représentants du peuple que ses « enfants spirituels ».

Ce ne sont pas des fonctionnaires en soutane, comme l'a dit le s.-d. Sourkov, mais des *féodaux* en soutane. La défense des privilèges féodaux de l'Eglise, la défense déclarée de la féodalité médiévale, voilà ce qu'est, en substance, la politique de la majorité du clergé de la troisième Douma. L'évêque Eulogius n'est pas du tout une exception. Guénetski glapit également contre la « sécularisation », qu'il qualifie d'« offense » inqualifiable (14 avril). Le curé Machkévitich fulmine contre le rapport *octobriste* pour sa tendance à « ruiner les bases historiques et canoniques sur lesquelles s'appuie et doit s'appuyer notre vie ecclésiastique », à « déplacer la vie et l'activité de l'Eglise orthodoxe russe de la voie canonique dans la voie, où... les véritables princes de l'Eglise — les évêques — devront abandonner presque tous leurs droits, hérités des apôtres, aux princes séculiers »... « Ce n'est rien d'autre qu'une ... atteinte à la propriété d'autrui et aux droits de l'Eglise et à ses biens »... « Le rapporteur nous mène à la destruction du régime canonique de la vie de l'Eglise ; il vise à soumettre l'Eglise orthodoxe, avec toutes ses fonctions économiques, à la Douma d'Etat, à une institution composée des éléments les plus divers et de religions tolérables et intolérables dans notre Etat » (14 avril).

Les populistes et les libéraux russes se sont longtemps bercés, ou, plus exactement, leurrés de la « théorie » prétendant qu'en Russie le terrain n'est pas favorable au cléricalisme militant, à la lutte des « princes de l'Eglise » contre le pouvoir séculier, etc. Cette illusion, comme les autres illusions populistes et libérales, notre révolution l'a dissipée. Le cléricalisme existait sous une forme cachée, aussi longtemps que l'autocratie restait intacte et indemne. Les pleins pouvoirs conférés à la police et à la bureaucratie dissimulaient aux yeux de la « société » et du peuple la lutte de classe en général, la lutte des « féodaux en soutane » contre la « vile canaille », en particulier. Or la première brèche pratiquée par le prolétariat révolutionnaire et la paysannerie dans l'autocratie féodale, a rendu manifeste ce qui était camouflé. Dès que le prolétariat et les éléments d'avant-garde de la démocratie bourgeoise ont commencé à user de la liberté politique, de la liberté d'organisation des masses, après l'avoir conquise à la fin de 1905, les classes réactionnaires se sont, à leur tour, orientées vers une organisation indépendante et non dissimulée. Elles ne s'organisaient ni ne s'affirmaient de façon particulièrement manifeste, sous l'absolutisme absolu, non point parce qu'elles étaient faibles, mais parce qu'elles étaient fortes, non point parce qu'elles étaient incapables de s'organiser et de mener la lutte politique, mais parce qu'à l'époque elles ne voyaient pas encore la nécessité impérieuse d'une organisation de classe indépendante. Elles ne croyaient pas à la possibilité d'un mouvement de masse contre l'autocratie et les féodaux en Russie. Elles étaient sûres que pour contenir la canaille un knout suffit. Les premières blessures faites à l'autocratie ont contraint les éléments sociaux qui la soutenaient et en avaient besoin, de se montrer au grand jour. Il n'est plus possible de lutter *seulement* à l'aide de vieux knout contre des masses qui ont été capables de l'action du 9 janvier<sup>13</sup>, du mouvement gréviste de 1905 et de la révolution d'octobre-décembre. Il faut se placer sur le terrain d'organisations politiques indépendantes ; il faut que le Conseil de la noblesse unifiée<sup>14</sup> organise les Cent-Noirs et déploie la démagogie la plus effrénée ; il faut que les « princes de l'Eglise — les évêques » fassent du clergé réactionnaire une force indépendante. La troisième Douma et la période de contre-révolution russe qui s'y rattache sont précisément caractérisées par le fait que cette organisation des forces réactionnaires est apparue à la surface, qu'elle a commencé à se développer à l'échelle nationale et qu'elle a réclamé un « parlement » bourgeois ultra-réactionnaire tout spécial. Le cléricalisme militant s'est montré au grand jour, et la social-démocratie russe sera désormais plus d'une fois le témoin et le participant des conflits entre la bourgeoisie cléricale et la bourgeoisie anticléricale. Si notre tâche commune consiste à aider le prolétariat à former une classe particulière, susceptible de se séparer de la démocratie bourgeoise, une partie de cette tâche consiste à utiliser tous les moyens de propagande et d'agitation, y compris la tribune de la Douma, pour expliquer aux masses ce qui distingue l'anticléricalisme socialiste de l'anticléricalisme bourgeois. Les octobristes et les cadets, qui se sont élevés dans la III<sup>e</sup> Douma contre l'extrême-droite, contre les cléricaux et le gouvernement, nous ont extrêmement facilité cette tâche, en montrant pratiquement l'attitude de la bourgeoisie vis-à-vis de l'Eglise et de la religion.

La presse légale des cadets et de ce qu'on appelle les progressistes accorde en ce moment une attention particulière à la question des vieux-croyants, au fait que les octobristes se sont prononcés ensemble avec les cadets contre le gouvernement, et qu'ils se sont, tout au moins pour les petites choses, « engagés dans la voie des réformes » promises le 17 octobre. Ce qui nous intéresse bien plus, c'est le côté principe de la question, c'est-à-dire l'attitude de la bourgeoisie en général, jusques et y compris les cadets prétendant au titre de démocrates, vis-à-vis de la religion et de l'Eglise. Nous ne devons pas permettre qu'une question relativement particulière — celle du conflit de la secte des vieux-croyants avec l'Eglise dominante, de la conduite des octobristes liés aux vieux-croyants et, partiellement, dépendants de ces derniers, même directement sur le plan financier (le *Golos Moskvy*<sup>15</sup> est édité, comme on le dit, avec les fonds des vieux-croyants) — masque la question fondamentale des intérêts et de la politique de la bourgeoisie, en tant que classe.

Jetez un coup d'œil sur le discours du comte Ouvarov, octobriste par tendance, qui a quitté cette fraction. Prenant la parole après le s.-d. Sourkov, il renonce aussitôt à situer la question sur le terrain de principe où l'a placée le député ouvrier. Ouvarov n'attaque le Synode et son premier procureur que parce qu'ils refusent de fournir à la Douma des renseignements sur certains revenus de l'Eglise et sur l'emploi des fonds paroissiaux. La question est posée de même par le représentant officiel des octobristes Kamenski (16 avril), qui exige le rétablissement de la paroisse « dans l'intérêt de la consolidation de la foi orthodoxe ». Cette idée est développée par l'« octobriste de gauche » Kapoustine : « Si nous considérons la vie populaire, s'exclame-t-il, la vie de la population rurale, nous voyons, aujourd'hui, une chose navrante : la vie religieuse chancelle, on voit fléchir le plus grand, l'unique fondement de l'ordre moral de la population... Par quoi remplacer la notion du péché, par quoi remplacer l'appel de la conscience ? Car cela ne saurait être remplacé par l'idée de la lutte de classe et des droits de telle ou telle classe. C'est là une triste idée, devenue chez nous d'un usage courant. Eh bien, afin que la religion, comme base de la moralité, continue d'exister, soit accessible à toute la population, il faut que les porte-parole de cette religion jouissent de l'autorité nécessaire »...

Le représentant de la bourgeoisie contre-révolutionnaire veut consolider la religion, il veut consolider l'influence que celle-ci exerce sur les masses, parce que sentant l'insuffisance, la caducité et même le tort causé aux classes régnantes par les « fonctionnaires en soutane » qui *diminuent* l'autorité de l'Eglise. L'octobriste combat les excès du cléricalisme et de la tutelle policière, *pour renforcer* l'influence de la religion sur les masses, pour remplacer, ne serait-ce que certains procédés d'abrutissement du peuple, trop grossiers, trop périmés, trop désuets et n'atteignant pas le but, par des procédés plus raffinés, plus perfectionnés. La religion policière ne suffit plus pour abrutir les masses ; il nous faut maintenant une religion plus cultivée, rénovée, plus adroite, capable d'agir dans une paroisse se dirigeant elle-même, voilà ce que le capital exige de l'autocratie.

Et le cadet Karaoulov partage *entièrement* ce point de vue. Ce renégat « libéral » (qui a évolué de la « Narodnaïa Volia »<sup>16</sup> aux cadets de droite) clame contre la « dénationalisation de l'Eglise, entendant par là chasser les masses populaires, les séculiers, de l'œuvre religieuse ». Il trouve « horrible » (textuel !) que les masses « perdent la foi ». Il affirme à grands cris, tout à fait à la manière de Menchikov<sup>17</sup>, que la « grande valeur intrinsèque de l'Eglise se dévalorise... au grand préjudice non seulement de la cause confessionnelle, mais aussi de la cause de l'Etat ». Il qualifie de « paroles d'or » l'hypocrisie répugnante du fanatique Eulogius disant que « la tâche de l'Eglise est éternelle, immuable et que, par conséquent, il est impossible de lier l'Eglise à la politique ». Il proteste contre l'union de l'Eglise avec les Cent-Noirs, à *seule fin* que celle-ci s'acquitte « avec une force et une gloire encore plus grandes qu'aujourd'hui, de sa grande et sainte mission dans l'esprit du Christ — sa mission d'amour et de liberté. »

Le camarade Biéloousov a très bien fait de railler du haut de la tribune de la Douma ces « paroles lyriques » de Karaoulov. Mais cette raillerie est encore loin, bien loin de suffire. Il fallait expliquer, et il faudra expliquer du haut de la tribune de la Douma, à la première occasion, que le point de vue des cadets est absolument identique à celui des octobristes et qu'il n'exprime rien d'autre que la tendance du capital « civilisé » à organiser l'abrutissement du peuple au moyen de l'opium religieux, par des procédés de tromperie ecclésiastique plus subtiles que ceux que pratiquait le « petit père » russe de jadis.

Pour maintenir le peuple dans l'esclavage spirituel, il faut une alliance des plus étroites entre l'Eglise et les Cent-Noirs, disait par la bouche de Pourichkévitich<sup>18</sup> le sauvage propriétaire foncier et le vieil argousin. Vous faites erreur, MM., leur réplique par la bouche de Karaoulov le bourgeois contre-révolutionnaire : par ces moyens, vous ne ferez que repousser définitivement le peuple de la religion. Agissons donc avec plus d'intelligence, plus d'adresse et plus d'habileté, écartons le Cent-Noir trop bête et trop grossier, déclarons la guerre à la « dénationalisation de l'Eglise », inscrivons sur un drapeau les « paroles d'or » de l'évêque Eulogius, disant que l'Eglise est au-dessus de la politique. Ce n'est qu'en agissant ainsi que nous saurons berner au moins une partie des ouvriers attardés et, notamment, les petits bourgeois et les paysans, nous aiderons l'Eglise rénovée à s'acquitter de sa « grande et sainte mission », qui consiste à maintenir dans la servitude spirituelle les masses populaires.

Notre presse libérale, jusqu'au journal la *Retch*<sup>19</sup>, a fortement blâmé ces derniers temps Strouvé et C<sup>ie</sup>, auteurs du recueil *Vékhi*. Mais l'orateur officiel du parti cadet à la Douma d'Etat, Karaoulov, a remarquablement dénoncé toute l'hypocrisie infâme de ces reproches et de ces désaveux. Ce à quoi Karaoulov et Milioukov pensent, Strouvé le dit. Les libéraux *ne* blâment Strouvé *que* pour avoir imprudemment lâché la vérité, pour avoir trop découvert le jeu. Les libéraux qui blâment *Vékhi* et continuent de soutenir le parti cadet, trompent le peuple de la façon la plus éhontée, en condamnant une *parole* imprudemment franche et continuent *d'accomplir* justement *l'acte* qui y correspond.

De la conduite des troudiviks<sup>20</sup> pendant les débats à la Douma, on ne peut dire que peu de choses. Comme toujours, une différence marquante s'est révélée entre les troudiviks-paysans et les troudiviks-intellectuels, au désavantage de ces derniers, vu leur plus grand empressement à suivre les cadets. Le paysan Rojkov, il est vrai, a montré par son discours toute son inconscience politique : il a, lui aussi, repris la platitude des cadets prétendant que l'Union du peuple russe contribue non pas à renforcer, mais à détruire la foi ; il n'a su exposer aucun programme. Par contre, lorsqu'il s'est mis à raconter sans malice la vérité pure et sans fard sur les prestations imposées par le clergé, sur les exactions des curés qui réclament, pour un mariage, en plus de l'argent « une bouteille de vodka, des hors-d'œuvre et une livre de thé, *et qui parfois demandent des choses qui ne sont pas à dire du haut de la tribune* » (16 avril, page 2 259 du compte rendu sténographique), la Douma réactionnaire n'y tint plus ; des clameurs sauvages s'élevèrent sur les bancs de droite. « C'est se moquer du monde ! C'est scandaleux ! hurlaient les Cent-Noirs, sentant que ce simple discours de moujik sur les prestations et la « taxe » pour les cérémonies religieuses, révolutionne les masses plus que toutes les déclarations théoriques ou tactiques antireligieuses et anticléricales. Alors ce ramassis d'aurochs<sup>21</sup> qui défendent l'autocratie à la III<sup>e</sup> Douma foncèrent sur leur laquais, le président Mayendorf, et l'obligèrent à retirer la parole à Rojkov (les social-démocrates, auxquels s'étaient ralliés quelques troudiviks, cadets, etc., déposèrent une protestation contre ce geste du président).

Le discours du troudivik-paysan Rojkov, en dépit de son caractère extrêmement rudimentaire, a fort bien montré tout l'abîme qui existe entre la défense hypocrite, calculée et réactionnaire de la religion par les cadets et la religiosité primitive, inconsciente, routinière du moujik, chez qui les conditions de vie font naître, contre son gré et à son insu, une colère véritablement révolutionnaire contre les prestations, et la volonté à lutter résolument contre la féodalité. Les cadets sont les représentants de la bourgeoisie contre-révolutionnaire, qui veut rénover et affermir la religion contre le peuple. Les Rojkov sont les représentants de la démocratie bourgeoise révolutionnaire, inculte, inconsciente, accablée, assujettie, morcelée, mais recelant des réserves, qui sont loin, bien loin d'être épuisées, d'énergie révolutionnaire dans la lutte contre les propriétaires fonciers, les curés et l'autocratie.

Le troudivik-intellectuel Rozanov s'est rapproché des cadets bien moins inconsciemment que ne l'a fait Rojkov. Rozanov a su parler de la séparation de l'Eglise d'avec l'Etat, comme d'une revendication des « gauches », mais il n'a pu s'empêcher de lancer des phrases réactionnaires et petites-bourgeoises sur la « modification de la loi électorale de façon que le clergé soit écarté de la participation à la lutte politique ». L'esprit révolutionnaire qui se manifeste spontanément chez le paysan moyen typique, quand il se prend à dire la vérité sur son train de vie, disparaît chez le troudivik-intellectuel pour faire place à une phrase nébuleuse et parfois tout simplement infâme. Pour la centième, pour la millième fois, nous voyons se confirmer cette vérité que ce n'est qu'en suivant le prolétariat que les masses paysannes russes seront capables de renverser le joug qui les étouffe et les tue des féodaux terriens, des féodaux en soutane, des féodaux « absolutistes ».

Le représentant du parti ouvrier et de la classe ouvrière, le s.-d. Sourkov, seul dans toute la Douma, a élevé les débats au niveau d'une véritable question de principe ; il a montré sans détours l'attitude du prolétariat vis-à-vis de l'Eglise et de la religion, l'attitude que doit observer à leur égard une démocratie conséquente et viable. « La religion est l'opium du peuple »... « Pas un liard des deniers publics à ces ennemis mortels du peuple, qui obscurcissent la conscience populaire », ce cri de guerre franc, intrépide, ouvertement lancé, du socialiste a retenti comme un défi à la Douma ultra-réactionnaire et s'est répercuté dans le cœur de millions de prolétaires, qui le répandent parmi les masses, et qui sauront, le moment venu, le transformer en action révolutionnaire.

Le « Social-Démocrate » n° 6, 4 (17) juin 1909

Conforme au texte des Œuvres de Lénine, tome 15, pp. 382-390 (4<sup>e</sup> éd. russe)

## NOTES :

1. Voir l'article de F. Engels « Flüchtlings-Literatur. II. Programm der blanquistischen Kommuneflüchtlinge ».
2. Voir K. Marx « Contribution à la critique de la philosophie hégélienne du droit ». Introduction.
3. Voir F. Engels « Flüchtlings-Literatur. II. Programm der blanquistischen Kommuneflüchtlinge ».
4. Voir F. Engels *Anti-Dühring*, Editions Sociales, Paris 1950, pp. 355-357.
5. Il s'agit de l'« Introduction » de F. Engels à l'ouvrage de K. Marx *La Guerre civile en France 1871*, Editions Sociales, Paris 1959, p. 14.
6. *Constructeurs de Dieu* — courant religieux et philosophique hostile au marxisme ; apparu pendant la période de réaction parmi les intellectuels du parti, qui abandonnèrent le marxisme après la défaite de la révolution de 1905-1907. Les constructeurs de Dieu (Lounatcharski, Bazarov, etc.) prêchaient la création d'une nouvelle religion, religion « socialiste », essayant de concilier le marxisme et la religion. La conférence élargie de la rédaction du *Prolétari* condamna les constructeurs de Dieu et déclara dans une résolution à part, que la fraction bolchevique n'avait rien à voir avec cette falsification du socialisme scientifique. L'essence réactionnaire de ce courant fut démasquée par Lénine dans son livre *Matérialisme et empiriocriticisme* et dans ses lettres à Gorki de février-avril 1908 et de novembre-décembre 1913.
7. « *Vékhi* » [Les Jalons] — recueil des cadets, parut à Moscou en 1909, publia des articles de N. Berdiaev, S. Boulgakov, P. Strouvé, M. Guerchenson et d'autres représentants de la bourgeoisie libérale contre-révolutionnaire. Les « vékhistes » tâchaient, dans leurs articles sur les intellectuels russes, de jeter le discrédit sur les traditions démocratiques révolutionnaires des meilleurs représentants du peuple russe, y compris Biéliniski et Tchernochevski, dénigraient le mouvement révolutionnaire de 1905 et remerciaient le gouvernement tsariste d'avoir sauvé la bourgeoisie « par ses baïonnettes et ses prisons », de la rage populaire. Le recueil invitait les intellectuels à servir l'autocratie. Lénine comparait le programme du recueil, en philosophie et dans le journalisme, à celui du journal des Cent-Noirs *Moskov-skié Védomosti*, et qualifiait le recueil d'« *encyclopédie des renégats libéraux* », de « torrent d'ordures réactionnaires, déversées sur la démocratie ».
8. « *Prolétari* » — quotidien illégal, fondé par les bolcheviks après le IV<sup>e</sup> Congrès du Parti (Congrès d'unification) ; parut du 21 août (3 septembre) 1906 au 28 novembre (11 décembre) 1909 sous la direction de Lénine ; fut en fait l'organe central des bolcheviks. Lénine y fit paraître plus de 100 articles et notes.
9. *Les octobristes* ou l'« Union du 17 octobre » — parti contre-révolutionnaire de la grande bourgeoisie industrielle et des magnats terriens qui exploitaient leurs domaines par des méthodes capitalistes ; fondé en novembre 1905. Reconnaissant en paroles le Manifeste du 17 octobre 1905, dans lequel le tsar, effrayé par la révolution, promettait d'instituer les « libertés civiles » et de donner une constitution au peuple, les octobristes soutenaient sans réserve la politique intérieure et étrangère du gouvernement tsariste.
10. *Les progressistes*—groupe de la bourgeoisie monarchiste libérale, occupant une situation intermédiaire entre les octobristes et les cadets.
11. Les partisans de la « *renovation pacifique* », parti de la grande bourgeoisie industrielle et commerciale et des propriétaires fonciers, fondé en 1906 ; il groupait les octobristes de gauche et les cadets de droite. Lénine l'appelait « parti du pillage pacifique ».
12. Il s'agit du *coup d'Etat du 3 (16) juin 1907* : le gouvernement tsariste ordonna la dissolution de la deuxième Douma d'Etat et modifia la loi sur les élections à la Douma. Cette nouvelle loi augmentait sensiblement la représentation des grands propriétaires fonciers et de la bourgeoisie industrielle et commerciale à la Douma et réduisait de plusieurs fois le nombre des représentants paysans et ouvriers qui n'était pas déjà très grand. La loi privait du droit de vote la majorité de la population de la Russie asiatique, réduisait de moitié la représentation de la population polonaise et caucasienne. La III<sup>e</sup> Douma, élue suivant cette loi et qui se réunit en novembre 1907, fut composée de cadets et de Cent-Noirs. Le coup d'Etat du 3 juin marqua le début d'une période de réaction connue sous le nom de « régime du 3 juin ».
13. Le 9 janvier 1905 une manifestation pacifique des ouvriers pétersbourgeois, qui se dirigeait vers le Palais d'Hiver pour remettre une pétition au tsar, fut massacrée sur l'ordre de ce dernier. En réponse, des grèves politiques massives et des manifestations se déroulant sous le mot d'ordre « A bas l'autocratie ! » commencèrent dans toute la Russie. Les événements du 9 janvier marquèrent le début de la Révolution de 1905-1907.
14. *Conseil de la noblesse unifiée*—organisation contre-révolutionnaire des propriétaires fonciers ; exerçait une grande influence sur la politique du gouvernement. En période de la III<sup>e</sup> Douma d'Etat un nombre important des membres du Conseil faisait partie du Conseil d'Etat et de centres directeurs des organisations des Cent-Noirs.
15. « *Golos Moskvj* » [La Voix de Moscou] — quotidien, organe des octobristes ; parut à Moscou de 1905 à 1915.
16. *Narodnaïa Volia* [Volonté du Peuple], organisation terroriste illégale qui groupait les populistes, intellectuels de tendance révolutionnaire. Fondée en 1878 pour la lutte contre l'autocratie tsariste. Peu après la mise à mort d'Alexandre II par les narodovoltsy (1er mars 1881) l'organisation fut disloquée par le gouvernement tsariste et après 1885 elle se désagrégea définitivement.
17. *Menchikov M. O.* (1859-1919), publiciste de tendance ultraréactionnaire, un des collaborateurs les plus en vue du journal des Cent-Noirs *Novoïé Vrénia*.
18. *Pourichkévitich* — gros propriétaire foncier, monarchiste invétéré, fondateur de l'« Union du peuple russe », organisation des Cent-Noirs.
19. « *Retch* » [La Parole], quotidien, organe central du parti cadet ; parut à Pétersbourg à partir de février 1906 jusqu'au 26 octobre (8 novembre) 1917.
20. *Troudoviks* — groupe de démocrates petits-bourgeois, formé en avril 1906 par les députés paysans de la Ire Douma d'Etat. Ils exigeaient l'abolition de toutes les restrictions de caste et nationales, la démocratisation des zemstvos et des municipalités, l'application du suffrage universel lors des élections à la Douma d'Etat. Le programme agraire des troudiviks réclamait la confiscation des terres de la famille de tsar, de l'Eglise et d'autres grands propriétaires et leur remise aux paysans sur la base de la jouissance égalitaire du sol.
21. On appelait *aurouchs* dans la littérature politique russe les représentants d'extrême droite des propriétaires fonciers réactionnaires.